

La droite française, l'Europe et l'« effet phobie »

FRÉDÉRIC LEBARON

à ceux qui doutaient encore de l'importance des passions en politique, les mois qui viennent de s'écouler auront certainement fourni d'utiles leçons. Ils sauront peut-être désormais que la vie politique est associée à la mobilisation d'affects parfois puissants et difficilement contrôlables, qui expriment, pour parler comme Émile Durkheim, l'état moral d'un groupe ou d'une société et dont les contradictions sont un moteur du changement, tout autant peut-être, à certains moments, que celles qui opposent les intérêts des groupes sociaux.¹

Depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande, la droite française est dans une situation nouvelle : elle a non seulement perdu le « pouvoir central » qu'elle contrôlait depuis dix ans, après avoir subi de lourdes défaites à toutes les élections locales, mais elle est en plus confrontée, comme l'ensemble des organisations durablement converties au néolibéralisme « reagan-thatchérien » durant les années 1980², au désarroi idéo-

logique larvé qui accompagne depuis 2008, partout dans le monde, les développements imprévisibles de la crise du capitalisme financiarisé³. L'échec de plus en plus patent de la politique économique d'austérité initiée en Europe après 2010 sous son impulsion et celle de la droite allemande, la renationalisation croissante des politiques économiques qui l'accompagne, l'affectent sans doute tout autant qu'elle divise les gauches. Même si cela ne se traduit pas pour l'instant par un débat de politique économique ouvert et contradictoire (comme celui existant entre « social-libéralisme » et « gauche de gauche »).

Une doctrine incertaine

La doctrine de la droite politique est aujourd'hui plus incertaine que ne laisse penser l'homogénéité apparente d'une rhétorique centrée sur le « matraquage fiscal », la « nécessaire baisse des dépenses publiques », ou « l'assouplissement du code du travail ». Ce sont là autant d'éléments directement transposés du discours patronal et des « fondamentaux » néolibéraux qui continuent,

d'interprétation », *Revue française de science politique*, 1990, Volume 40, Numéro 6, pp. 830-844.

3. Sur la fragilité et la réalité du processus d'unification financière, symbolique et opérationnelle de la droite française, à travers l'UMP, Cf. Florence Haegel, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

1. Une première version de cet article a été publiée sur le site de Mémoire des luttes, <http://www.medelu.org/La-droite-francaise-l-Europe-et-l>
2. Cf. par exemple l'article de Jean Baudouin : « Le "moment néo-libéral" du RPR : essai

au premier abord, de fonctionner comme « plus petit commun dénominateur » au sein de l'UMP, voire de l'UDI. L'héritage doctrinal sarkozyste est pourtant loin d'être aussi homogène et cohérent⁴. Celui-ci a durant ses cinq années de présidence oscillé entre réductions et hausses d'impôts, relance et rigueur (un temps réunis dans la « rilance » chère à Christine Lagarde), « travailler plus pour gagner plus » et critique du PIB, etc.⁵

Les déchirements post-électorales de l'UMP sont peut-être avant tout une manifestation parmi d'autres de ce désarroi. Ils ont eu lieu dans un contexte de résultat serré inattendu, lié à l'impressionnante capacité organisationnelle et mobilisatrice du « clan Copé », donné défait par les sondages, et d'ambitions claniques mal régulées par des institutions inadaptées au jeu démocratique interne⁶. Mais le révélateur le plus manifeste d'une crise de doctrine de la droite française est sans doute ce que l'on peut appeler la généralisation et la banalisation, chez ses principaux responsables et dans le pays, du recours à l'« effet phobie »⁷ comme moteur de l'action et du discours politiques. Ce recours à l'effet phobie bénéfi-

cie de l'usage des sondages d'opinion qui sont censés révéler une « droitisation » ou du moins une « radicalisation » des Français sur certaines questions telles que la place de l'Islam, les impôts, etc.⁸ Cette tendance n'est pas propre à la droite française, mais celle-ci l'utilise de façon en quelque sorte « épurée ». Car elle le fait dans le contexte d'une opposition frontale au gouvernement, conçue comme le prélude de la « reconquête » du pouvoir.

La gauchophobie

Symétriquement à ce qui a été l'une des grandes stratégies de la gauche à partir de 2007, l'échec électoral de la droite a commencé par se traduire par des expressions véhémentes de rejet de la personnalité du nouveau président de la République, utilisant des registres de toutes natures, à la mesure du charisme du chef défait⁹. Ce type de « mobilisation » repose sur ce que les sociologues appellent le jeu des « affinités d'*habitus* » : le chef des Français doit être un « vrai chef »¹⁰. Sous sa forme la plus officielle, le 3 novembre 2012 : « Jusqu'à quand va-t-on continuer à se mentir sur une réalité que tout le monde peut voir ? Nous avons à la tête du pays quelqu'un qui n'est pas au niveau »

4. À nouveau, Cf. Florence Haegel, *op. cit.*

5. Voir Hubert Huertas, *La guerre des deux droites*, Paris, L'Archipel, 2013. Selon un dirigeant, « la crise a apporté la confusion chez nous. On a toujours dit que les impôts devaient être allégés, et d'un coup on les a augmentés. Pareil avec la relance keynésienne, qui ne correspond pas à notre programme. On a fait un ministère de la Relance en 2008, c'était anachronique. On a scellé notre allégeance à l'Allemagne. On a succombé aux vieilles lunes. On n'a pas été assez libéraux. Il faut donc une reconstruction intellectuelle et morale », p. 148-149.

6. Voir le livre d'Hubert Huertas cité plus haut, et pour un compte-rendu détaillé de l'élection interne et de la division, Neila Latrous, Jean-Baptiste Marteau, *Bal tragique à l'UMP. Coups bas, fraudes et trahisons*, Paris, Flammarion, 2013.

7. Si le mot « phobie » signifie littéralement « peur », nous l'entendons ici dans le sens plus large de « rejet » principalement fondé sur des affects.

8. En réalité, les sondages d'opinion sont relativement ambigus sur les questions fiscales. Le soutien à des mesures telles que le barème d'impôt à « 75% » continue d'être majoritaire, même si c'est moins vrai qu'avant, dans l'opinion. L'adhésion aux « idées néolibérales » (plus de liberté pour les chefs d'entreprise) s'accroît mais en même temps que l'adhésion au nationalisme économique et le rejet de la construction européenne. L'effet phobie se traduit par une mobilisation croissante, y compris à travers la volonté de s'exprimer en manifestant, etc.

9. À nouveau, voir Hubert Huertas, *op. cit.*, en particulier, chapitres 11-13.

10. Sur l'importance depuis la fin du XIX^e siècle de cette notion de « chef », Cf. Yves Cohen, *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Amsterdam, 2013.

(Jean-François Copé). Sous la forme plus triviale, celle d'un post parmi des centaines, en réaction à la déclaration précédente : « 4 novembre 2012 - 10h13 Hollande et son gouvernement sont tous de[s] bon[s] à rien. Il faut demander une dissolution du gouvernement et revoter pour un président de qualité ». Il est frappant de constater que la personnalisation de la fonction présidentielle se traduit non seulement par l'adhésion charismatique, mais aussi négativement par la personnalisation extrême du rejet de l'occupant de l'Élysée¹¹.

Homophobie ou islamophobie ?

Si la « gauchophobie » ou (dans des termes plus sociologiques) le rejet des *habitus* de gauche, qui ont pour caractéristique un manque de charisme de « vrai chef », continue manifestement de faire recette, l'homophobie aura été, contre toute attente, le premier grand ciment permettant de commencer à colmater les brèches de l'UMP divisée. Les « manif pour tous », en mobilisant des centaines de milliers de personnes selon les sources, peuvent être vues comme le premier temps fort de l'affirmation idéologique et sociale de la « reconquête » par le parti conservateur français. Unité relativement paradoxale, car en réactivant de façon appuyée les bases historiques de l'engagement réactionnaire en France – le conformisme religieux et moral, l'attachement à l'institution du mariage figée dans une définition datée, le rejet de la différence sexuelle, etc. –, l'UMP a pris aussi un risque : en relayant cette mobilisation « d'en bas », elle contribue à per-

mettre un réalignement « à gauche » (du PS, voire du centre, à l'extrême-gauche) autour du projet de loi et des valeurs laïques et républicaines. L'homophobie est cependant devenue en France, il faut bien l'admettre, un ressort puissant de mobilisation collective dans un contexte de fragilisation des institutions et de désarroi face aux évolutions culturelles du monde moderne.

L'unité homophobe permet, en particulier, de repousser un instant dans l'ombre ce qui est devenu la principale phobie de la droite française, l'islamophobie, dont la construction et la progression « sondagière » depuis les années 2000 est un phénomène central¹². Car si l'islamophobie est devenue une attitude de plus en plus légitime en Europe à la faveur de la montée de l'Islam politique au Moyen-Orient et dans le monde arabe, son expression est particulièrement virulente dans le contexte français, où elle est quasiment devenue une obsession nationale. Elle bénéficie de l'histoire particulière de la construction du « problème de l'immigration »¹³ depuis les années 1970, indissociable des liens entre la France et le monde islamique, du poids du Front National dans le jeu politique, de la liaison étroite établie dans l'espace politico-médiatique entre immigration musulmane et insécurité, etc. Mais à la différence de l'homophobie, qui clive plus l'extrême-droite que la droite, l'islamophobie est aujourd'hui au cœur de la concurrence entre les différentes fractions de l'UMP, et bien sûr

11. Le succès médiatique des baromètres de popularité comme outils de mesure de l'adhésion à la politique gouvernementale repose d'ailleurs sur le fait qu'ils sont constitués comme l'expression « objective » de cette personnalisation.

12. Un exemple entre mille : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/10/24/01016-20121024ARTFIG00700-l-image-de-l-islam-se-degrade-fortement-en-france.php>

13. Sylvain Laurens, *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France (1962-1981)*, Paris, Belin, 2009.

entre l'UMP et le Front National. Elle est devenue le terrain même où se joue le plus directement l'avenir organisationnel et idéologique de la droite française. Elle est certainement aussi, en arrière-plan, l'une des clés pour comprendre l'intensité de ses divisions, même si les fractures claniques rendues visibles par la crise ne recoupent pas exactement les oppositions stratégiques. L'anecdote du « pain au chocolat » chère à Jean-François Copé illustre le mode opératoire de l'islamophobie : comme dans toute passion plus ou moins dévorante, l'expression islamophobe n'est qu'une question de degré d'euphémisation. Les musulmans jouent dans tous les cas le rôle symbolique que peuvent tenir, occasionnellement, les Roms, les « assistés » et tous les autres groupes pointés du doigt comme plus ou moins « incompatibles » avec les valeurs nationales.

Et les années 1930 ont amplement montré à quel point la phobie collective devenait un matériau politique autonome, susceptible de structurer durablement les représentations politiques du monde social et l'action publique. Les conditions sont aujourd'hui largement réunies pour que l'espace politique européen se restructure très fortement autour du rejet des musulmans, déjà présent dans la plupart des contextes nationaux sous diverses formes¹⁴.

Matière sensible, l'islamophobie grandissante, produite par l'ensemble du complexe médiatico-politique, nourrit sur le terrain la concurrence entre la droite et l'extrême-droite et contribue aussi aujourd'hui à brouiller largement les frontières entre les deux pôles de

l'espace politique droitier chez des militants de plus en plus désorientés face à la crise du néolibéralisme. Ces frontières existent pourtant, mais elles sont désormais plutôt économiques et sociales, et ont aussi à voir avec la place de la France dans l'Europe et dans le monde.

Étato-phobie et fiscalo-phobie : la contradiction masquée

La droite conservatrice a importé le néolibéralisme anglo-saxon, surtout depuis les années 1980, en mobilisant deux phobies socialement constituées : l'étato-phobie (phobie de l'État) et la fiscalo-phobie (phobie de l'impôt). Dans les années 2000, le rejet des « dépenses publiques » et des fonctionnaires inefficaces s'est cristallisé dans des textes et des mesures, tout autant que dans le discours politique. Il reste aujourd'hui, on l'a bien vu avec l'affaire Depardieu, un motif central de l'expression néoconservatrice, qui pointe l'archaïsme d'une France rongée par le poids démesuré de la fonction publique, de l'impôt et des « rigidités » de toutes sortes. Il est articulé au thème, qui s'est surtout épanoui après 2005, de la rupture nécessaire avec ce « modèle social français » déficient. On voit aujourd'hui à quel point ce discours reste fortement ancré et politiquement efficace, mobilisant une « opinion » lourdement conditionnée par tout un ensemble d'acteurs et d'institutions dominants.

Pourtant, une contradiction centrale traverse aujourd'hui le discours politico-économique de la droite et l'extrême-droite, en France comme dans d'autres pays, même si elle y prend d'autres formes (en Grande-Bretagne et en Allemagne en particulier) : l'effondrement de la « confiance » dans les institutions affecte particulièrement les institutions européennes et les politiques publiques

14. Voir Dominique Vidal, *Le ventre est encore fécond. Les nouvelles extrêmes-droites européennes*, Paris, Libertalia, 2012.

qu'elles impulsent, au moment où l'enjeu de l'intégration européenne est plus que jamais au centre de l'agenda¹⁵. La montée de l'Asie et des pays émergents continue de nourrir le sentiment du déclin collectif, objectivé à travers la montée du chômage et l'effondrement industriel. Le libre-échange et la mondialisation apparaissent chaque jour un peu plus comme des menaces aux effets visibles : le « besoin de protection » s'accroît¹⁶.

Le discours de « reconquête » qui se structure à droite de l'espace politique s'organise dès lors entre deux possibles opposés, même si l'on peut imaginer diverses combinaisons « hybrides » :

— la radicalisation des politiques d'austérité (baisse des dépenses publiques, hausse de la TVA), combinée à des politiques structurelles encore plus brutales (démantèlement du droit du travail, baisses de charges pour les entreprises, privatisations et mise en concurrence accrue dans les secteurs encore « protégés »), dans un cadre européen toujours plus « intégré » par les cadres juridiques mais sans budget européen élevé, ce que l'on peut qualifier de « voie allemande » (celle qui a été finalement choisie en 2010 par Nicolas Sarkozy et son gouvernement, puis légèrement « ajustée » en 2012 par le Parti socialiste) ;

— le rejet du carcan européen et du libre-échange, perçus comme sources de solidarité imposées et de contraintes croissantes, et le retour à la « souveraineté économique nationale », programme défendu par le Front National, par quelques « néo-gaullistes », mais en réalité beaucoup plus diffus et soutenus dans de larges pans de la société française et de l'espace politique, y compris à la gauche de la gauche (dans ce cas sans, bien sûr, sa dimension « ethnique » qui le relie potentiellement à la xénophobie)¹⁷.

Cette contradiction traverse aujourd'hui les droites européennes. Au sein de l'UMP, elle ne s'exprime pas très directement pour l'instant, mais seulement sur un mode encore implicite, notamment autour de l'enjeu du protectionnisme (européen, pour l'instant)¹⁸ et du budget de l'UE. Sur ce dernier point, on a, en effet, pu constater l'écart entre un parti qui se félicite de la baisse globale du budget européen entre 2014 et 2020¹⁹ et des parlementaires européens qui, derrière Alain Lamassoure, la condamnent avec vigueur²⁰. Toute la question des mois et années à venir est finalement celle du destin de cette contradiction idéologique, qui a affleuré à diverses reprises dans la période récente et a été jusqu'ici largement masquée par l'« effet phobie ».

15. Cf. les enquêtes Eurobaromètre, en particulier le dernier Eurobaromètre standard, le 78 : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm

16. Le baromètre de la confiance du Cevipof 2013 montre non seulement une forme de « droitisation », comme il a été dit par les commentateurs autorisés, mais aussi la montée progressive du « nationalisme économique », avec son corollaire le rejet des institutions européennes : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-4-janvier-2013/>. L'enquête révèle aussi, si on en lit bien les résultats, la puissance de l'effet phobie pour mobiliser l'« opinion de droite » tous azimuts et occulter les contradictions idéologiques croissantes.

17. Le Front national adopte sur la question du budget européen une position bien plus radicale que l'UMP : <http://www.frontnational.com/2013/02/budget-europeen-une-baisse-insuffisante-et-en-trompe-loeil/>

18. <http://www.francetv.fr/2012/lump-se-convertit-au-protectionnisme-19175>

19. <http://www.u-m-p.org/actualites/edits>

20. <http://www.alainlamassoure.eu/category/activites-europeennes/presidence-de-la-commission-des-budgets-du-parlement-europeen/>. Voir aussi les prises de position de Bruno Le Maire sur le sujet : <http://www.atlantico.fr/decryptage/bruno-maire-payons-au-sommet-europeen-pots-casses-politique-menee-francois-hollande-depuis-election-633559.html?page=0,1>

À quel niveau d'expression et à partir de quand la droite européenne va-t-elle devoir composer plus explicitement avec le retour du nationalisme économique ? Quelles alliances politiques cristalliseront ce retour déjà largement engagé dans les non-dits ? Pourra-t-elle continuer à se contenter d'additionner les phobies en espérant de l'avenir un simple jeu de balancier électoral ? ■